

# CHRONIQUE >>

## ZOOM SUR L'IRAN

**POPULATION:** 72.2 millions (UN, 2008)

**CAPITALE :** Téhéran

**LANGUE OFFICIELLE:** Farsi

**GROUPES ETHNIQUES:** Majoritaire: persan (51 %) / Minoritaires: azéri (20 %), kurde (9 %), louri (6,6 %), arabe (2,1 %), turkmène (1,5 %), baloutchi (1,3 %), takestani (0,3 %), arménien (0,2 %), pash-tou (0,18 %), talish (0,17 %), domari (0,1 %), assyrien, géorgien, kazakh, etc.

**RELIGION OFFICIELLE :** Islam

**Communautés religieuses:** Musulmans 97 % (89% Chiites, 8% Sunnites) / Non-musulmans 3 % (300'000 Baha'is, 79'000 Chrétiens, 30'000 Zoroastriens, 13'000 Juifs)

**DEMANDES D'ASILE EN 2008 :** 393

Cas traités: 307 / 32 radiations

Décisions négatives: 147

Décisions positives: 128 (51 permis B réfugiés et 77 admissions provisoires)

### EN SAVOIR PLUS

> Sur les minorités ethniques :

UK Home Office, « *Country of Origin Information Report, Iran, 21 April 2009* »

[http://www.homeoffice.gov.uk/rds/country\\_reports.html](http://www.homeoffice.gov.uk/rds/country_reports.html)

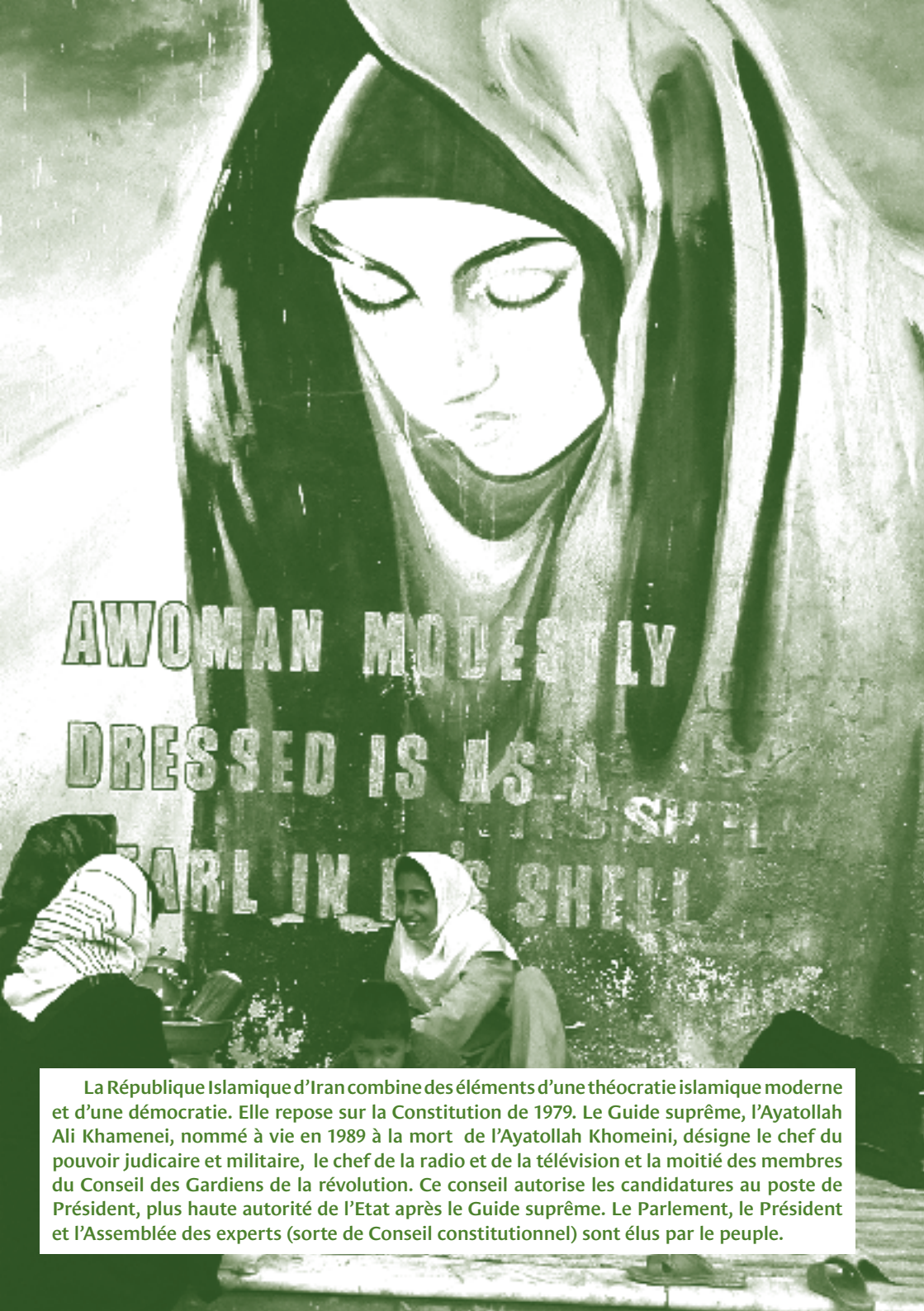
> Sur les minorités religieuses :

Christian Solidarity Worldwild, « *Iran - Religious freedom profile* », 01.07.2008

<http://dynamic.csw.org.uk/article.asp?t=report&id=97>

© Henri Iselin





A WOMAN MODESTLY

DRESSED IS AS A SHELL

WITH ITS SHELL

La République Islamique d'Iran combine des éléments d'une théocratie islamique moderne et d'une démocratie. Elle repose sur la Constitution de 1979. Le Guide suprême, l'Ayatollah Ali Khamenei, nommé à vie en 1989 à la mort de l'Ayatollah Khomeini, désigne le chef du pouvoir judiciaire et militaire, le chef de la radio et de la télévision et la moitié des membres du Conseil des Gardiens de la révolution. Ce conseil autorise les candidatures au poste de Président, plus haute autorité de l'Etat après le Guide suprême. Le Parlement, le Président et l'Assemblée des experts (sorte de Conseil constitutionnel) sont élus par le peuple.

# IRAN

## UNE THÉOCRATIE THÉORIQUEMENT TOLÉRANTE

Entre modernité et conservatisme, l'Iran connaît une jeunesse et un monde culturel très actifs, mais un pouvoir répressif et liberticide à l'égard des intellectuels et défenseurs des droits humains, des femmes, des homosexuels ainsi que de ses minorités.

Amnesty International et la Fédération internationale des droits de l'homme viennent de lancer une campagne dénonçant l'application de la peine de mort à des mineurs, la pratique des pendaisons publiques et des lapidations.

> **Minorités religieuses sous pression.** Selon la Constitution iranienne, si l'Islam est la religion officielle et le Chiisme la doctrine suivie, l'art. 13 garantit un statut de « religion minoritaire protégée » aux religions révélées (christianisme, judaïsme et zoroastrien). Dans la pratique, les non-Chiïtes font face à de nombreuses discriminations, principalement en matière d'emploi, de mobilité, d'accès à l'éducation et aux soins médicaux.

Plusieurs rapports font notamment état d'emprisonnements, d'arrestations arbitraires, de harcèlements et d'intimidations. Le fait de se convertir à l'une de ces religions est passible de la peine de mort. En 2005, le Secrétaire général du Conseil des Gardiens déclare publiquement: *« Les non-musulmans sont des animaux pécheurs qui errent sur terre et se livrent à la corruption »*

La communauté Baha'i est la minorité religieuse la plus persécutée en Iran. Pratiquant une religion non-officielle, ses membres n'ont, selon la loi iranienne, aucun droit. Les mariages et les divorces ne sont pas reconnus officiellement. Ils ont d'énormes difficultés à obtenir des documents d'identité, voire à quitter l'Iran. Légalement, un Iranien qui commet un crime doit payer une certaine somme d'argent à la famille de la victime (le prix du sang). Lorsque la victime est un Baha'i, la famille ne peut rien réclamer, le sang d'un Baha'i étant considéré comme « *mobah* », ce qui signifie qu'il peut être versé en toute impunité.

Depuis 1979, des milliers de membres des minorités religieuses sont partis sur les routes de l'exil, afin de fuir les discriminations et les persécutions perpétrées par l'Etat iranien.